



Ein neuer Handelsriese entsteht

Delhaize aus Belgien und Ahold aus den Niederlanden fusionieren. Seite 13

Volkswagen-Tochter MAN streicht 1 800 Stellen

Der Lastwagen-Bauer musste zuletzt deutliche Rückgänge hinnehmen. Seite 13



Une association pour les victimes de Luxalpha

Luxembourg. Comment peser face au liquidateur américain? La société Meeschaert vient de constituer «un groupe de victimes, investisseurs privés et institutionnels, ayant investi directement dans la Sicav de droit luxembourgeois Luxalpha». L'association regroupe pour l'instant plus d'une dizaine d'investisseurs, représentant une créance globale supérieure à 50 millions d'euros. Son objectif: «défendre les intérêts des victimes de la fraude Madoff». «Plus nous aurons de participants représentant des créances importantes, plus nous pourrions faire valoir nos droits auprès des parties prenantes de l'affaire» explique dans un communiqué de presse le président du groupe Cédric Meeschaert, qui affirme vouloir mettre tout en oeuvre «pour voir la créance enfin admise à la liquidation américaine». D'après le dirigeant, les liquidateurs luxembourgeois de la sicav Luxalpha doivent rapidement engager une discussion avec la liquidation américaine représentée par le Trustee Irving Picard. A ce jour, plusieurs fonds (Herald Lux, Herald offshore, Tremont, Defender Ltd) auraient négocié avec le Trustee Irving Picard pour être admis aux redistributions de la liquidation américaine. «La SICAV Luxalpha doit faire partie de ces discussions», affirme le groupe. (ndp)

La Commission s'installe au Laccolith

Luxembourg. L'une des plus importantes transactions immobilières de l'année en matière de location de bureaux vient d'être réalisée à Luxembourg avec l'arrivée de services de la Commission européenne dans l'immeuble Laccolith. Situé à la Cloche d'or, Laccolith est un immeuble de 13.270 m², achevé en 2002. La Commission européenne occupe la majeure partie de l'immeuble, le second locataire étant le centre d'affaires NCL, annonce le bureau JLL qui est intervenu dans cette transaction pour le compte du propriétaire Deka Immobilien GmbH. (C.)

Simon: Kollektivvertrag wurde erneuert

Wiltz. Am 17. Juni 2015 haben die Gewerkschaften LCGB und OGBL zusammen mit der Direktion der Brasserie Simon die Erneuerung des Kollektivvertrages unterschrieben. Er läuft bis zum 31. Dezember 2017. Vorgesehen sind u. a. eine Erhöhung der monatlichen Präsenzprämie und eine zusätzliche jährliche Präsenzprämie. Das Urlaubsgeld wurde auf 400 Euro festgelegt. Das 13. Monatsgehalt wird in Höhe eines Monatsgehaltes ausbezahlt, wenn der Arbeitnehmer nie krank war. Dieser Zuschuss wird bei Abwesenheit pro rata reduziert. (C.)

Le Premier ministre inaugure à Paris le Business Club France-Luxembourg

Jouer un rôle de facilitateur

Xavier Bettel en visite dans la capitale française



Michel Wurth et Xavier Bettel ont inauguré le Business Club France-Luxembourg dans la résidence de l'ambassadeur luxembourgeois à Paris. L'objectif est clair: si les relations existaient déjà, il faut désormais entrer dans un lien privilégié. (PHOTO: SIP/CHARLES CARANTIN)

PAR ARTHUR BECKOULES

Venu rencontrer les Luxembourgeois de Paris à l'occasion de la fête nationale, le Premier ministre en a profité pour lancer le BCFL, créé pour intensifier les échanges entre les deux pays.

Au lendemain de la fête nationale, la résidence de l'ambassadeur luxembourgeois à Paris regorgeait de personnalités. L'occasion avait en effet été saisie pour lancer officiellement le Business Club France-Luxembourg, en présence du Premier ministre Xavier Bettel.

«On se connaît, c'est sûr, mais pas assez», a-t-il expliqué pour justifier la création de ce business club, «car il y a des chambres de commerce et d'industrie dans les deux pays; pourtant, les ponts sont trop peu nombreux et ce business club aura ce rôle de facilitateur».

La transversalité pour gagner en densité

Et pour faciliter les liens, les membres du comité d'honneur du business club, au vu de leurs CVs, pourront facilement œuvrer: le Prince Jean, Etienne Schneider et Pierre Gramigna figurent no-

tamment du côté luxembourgeois. Le célèbre journaliste français Stéphane Bern ainsi que Jules Hoffmann, prix Nobel de physiologie-médecine en 2011 viennent compléter ce comité.

A la tête du conseil d'administration, c'est le président du directoire de RTL France, Christopher Baldelli, qui officiera, épaulé par son vice-président, le directeur général de Sodexo, Marc Poncé.

Discuter et trouver des positions communes

«De nombreux secteurs sont représentés dans ce business club, car les liens entre le Luxembourg et la France sont pluriels et concernent de nombreux domaines économiques et culturels», soulignait hier, Stéphane Bern, insistant sur la «nécessité de ne plus voir la relation entre ces deux uniquement au travers du prisme économique-financier».

Ce n'est pas Michel Wurth, membre du comité d'honneur, qui contredira l'animateur. Le président de la Chambre de commerce a officié pendant sept ans (de 2007 à 2014) à la direction d'Arcelor-Mittal du Grand-Duché: nul doute qu'un tel dispositif aurait simplifié

certaines dossiers dont il avait la responsabilité à l'époque.

Car l'objectif est clair: si les relations existaient déjà, il faut désormais entrer dans un lien privilégié. Une volonté construite en résonance du réchauffement des relations entre les deux pays, ces derniers mois. «La venue du Président, il y a trois mois, a été vécu comme un signal très positif», estime-t-on au Quai d'Orsay.

«La transversalité de certains projets a toujours nécessité de dépasser les segments traditionnels et c'est ce qui a fondé leur réussite», rappelait Christopher Baldelli, d'où l'intérêt de ce business-club.

«Pour défendre des intérêts économiques, pas besoin d'être de droite; et il n'est nullement nécessaire d'être de gauche pour défendre des intérêts sociaux. L'important, c'est de discuter et trouver des positions communes, qui dépassent nos intérêts: c'est l'objectif de ce business club», lui répondait en écho Xavier Bettel.

Preuve à l'appui des liens forts unissant les deux pays, la France reste le deuxième client (derrière l'Allemagne) et le troisième fournisseur du Grand-Duché (derrière

la Belgique puis l'Allemagne) en matière de biens.

Et le tissu entrepreneurial grossit, amenant de nombreuses entreprises à vouloir devenir membre du BCFL (160 euros l'an pour une société, 90 euros pour une personne physique): «pour étendre son réseau, être membre d'un tel business club est la composante essentielle», explique l'un des participants, visiblement ravi.

Une solution à côté de chez soi

Au BCFL, on espère secrètement plusieurs centaines d'adhésions d'ici la fin de l'année: la meilleure preuve de la nécessité de cette entité servant de go-between! Au vu du nombre élevé de participants hier, tout porte à croire que l'objectif sera atteint. «Aujourd'hui, on a tendance à chercher loin les partenaires, alors qu'on a, à côté de chez soi, la solution», a constaté le Premier ministre. «Alors que nous allons avoir la charge de la présidence du conseil de l'Union européenne à partir de la semaine prochaine, c'est important d'avoir cela en tête: la solution est peut-être plus à portée de main qu'on ne veut souvent le croire», concluait-il malicieusement.